

La question du foulard : différences culturelles et laïcité

Ce texte s'inscrit dans la perspective du débat de fond sur cette question, concernant l'ensemble de l'établissement, qu'a proposée Serge Cospérec, et dont Mme la Provisoire a accepté le principe. Il me semble que les développements actuels de la situation au lycée font ressortir davantage encore la nécessité d'un questionnement, et d'une réflexion approfondie sur le sujet. Il va de soi que cette contribution n'engage que ma responsabilité personnelle.

Jacqueline

Cahen.

(10 / 11 / 2003)

Je tiens à dire d'abord que je suis très largement d'accord avec le texte remarquable de Serge Cospérec. Il montre bien l'importance des enjeux qui se cachent derrière le foulard, et ouvre de très nombreuses pistes à notre réflexion. Dans le cadre de discussion qu'il propose, je voudrais simplement attirer l'attention sur certains aspects qui me semblent particulièrement cruciaux. Le tour très passionnel qu'a pris la question du foulard au lycée est révélateur, à mon avis, de notre profond malaise face à un des problèmes majeurs de notre société actuelle : celui du vivre-ensemble de cultures différentes. J'ai été très surprise, je dois l'avouer, par la réaction extrêmement vive de certains collègues à la simple idée que cette affaire de foulard signale un conflit de cultures. Il me semble pourtant que, si l'on veut avancer et trouver des solutions, il est indispensable de regarder la réalité en face. Ce foulard noue ensemble, si l'on ose dire, des problèmes culturels et politiques complexes. C'est précisément pourquoi il interpelle la laïcité, à laquelle nous sommes tous attachés. De sorte que nous ne pouvons pas faire l'économie d'une réflexion sur ce qu'est la laïcité, et comment la mettre en œuvre efficacement dans notre société actuelle, qui n'est plus celle de son "invention", il y a un siècle – et dans la conjoncture présente, marquée par le danger de l'intégrisme islamiste.

A propos des cultures

Peut-être faut-il d'abord préciser, pour éviter des malentendus inutiles, en quel sens on entend ici le terme de "culture". L'apport des sciences humaines permet de considérer que la culture d'un groupe humain se compose d'abord de façons de **faire** : s'alimenter, se vêtir, enterrer ses morts, rencontrer un partenaire sexuel, etc. Toutes les fonctions biologiques, tous les actes de la vie, mais aussi tous les modes de la sensibilité, de l'émotion et de l'expression se trouvent entièrement pénétrés et modelés par les références et les codes culturels du groupe. Et cela parce que la culture du groupe se constitue des réponses qu'il apporte à toutes les questions que soulève son vivre-ensemble, celui d'un groupe **particulier** d'individus **humains** (en cela "universels") : les questions de l'origine, de la naissance et de la mort, celles de la séparation du sacré et du profane, de la distinction et de la rencontre du masculin et du féminin, celles de la transmission, de la frontière de l'intime et du partagé, de ce qui est permis ou interdit, et de bien d'autres encore. De sorte que si chaque groupe

humain construit sa culture, il est, en même temps, façonné par elle. Le groupe, en transmettant sa langue et sa culture aux enfants, les "fabrique" comme des individus **humains** de **ce** groupe, leur confère leur identité première. L'importance de celle-ci est claire : elle est faite des appartenances qui relient l'individu à son groupe d'origine, et lui permettent d'**exister**. Mais ce n'est aussi que sur cette base qu'il peut s'ouvrir à d'autres apports, à d'autres cultures, et se construire pleinement. Encore faut-il, pour cela, que cette culture d'origine ne soit pas systématiquement dévalorisée, et que dans un pays comme le nôtre, où coexistent de fait des communautés culturelles diverses, chacune d'elles trouve sa place dans l'espace social, et puisse s'y exprimer, dans le respect des autres.

Car les cultures humaines ne vivent pas en autarcie. Et la culture d'un groupe, d'une société, n'est pas un cristal solide, indéformable et immuable. Elle évolue de par sa dynamique propre et celle de la société. Mais aussi de par les contacts – d'échanges et/ou de conflits – avec les autres cultures. Les processus sont alors complexes, puisqu'ils ne mettent pas en jeu seulement la sphère culturelle elle-même, mais bien l'ensemble des éléments et des structures – économiques, sociales, juridiques et politiques, voire militaires – qui caractérisent une société à un moment donné, et qui conditionnent ses relations avec les cultures et sociétés autres.

Culture occidentale et Islam : les dangers d'une confrontation

Le problème des rapports entre les cultures est donc toujours une question épineuse. En ce qui concerne ceux de la culture occidentale et de la culture arabo-musulmane, s'il y a eu des périodes fastes d'échanges positifs, on aurait tort de penser que les croisades ou la colonisation n'ont pas laissé de traces dans les consciences, des deux côtés. Quant à la situation actuelle, elle est particulièrement grave. La mondialisation n'est pas un phénomène seulement économique. Elle s'accompagne des tentatives politiques et militaires des grandes puissances, européennes et américaines, pour régenter le monde. Tandis que, dans le même temps, la mondialisation renvoie aussi à la puissance et à l'expansion de la culture occidentale (et pas seulement américaine) lancée à la conquête de l'espace mondial, et qui, tel un rouleau compresseur, ne peut que chercher à **faire table rase des cultures des autres**. Le " choc des civilisations" du célèbre Huntington (qui gagne à être lu) n'est pas le programme d'un va-t-en-guerre exalté. Il est surtout le constat assez lucide d'un "ordre" mondial explosif.

Car c'est dans ce contexte, également, qu'il faut situer le danger islamiste. Le poids conquis par ce courant extrémiste dans nombre de pays arabo-musulmans résulte d'abord de l'échec patent des tentatives de développement socio-économique menées jusqu'ici, ainsi que de celui des rares velléités de démocratisation. Mais il témoigne de plus d'une résistance à l'emprise d'un Occident qui est perçu comme imposant sa domination et un ordre politique injuste sur la région, tandis qu'il menacerait de destruction les valeurs propres de l'Islam. Les chefs religieux qui animent la nébuleuse intégriste trouvent ainsi, dans **leurs** interprétations du Coran, de quoi structurer ces peurs et ces désespoirs en un bloc de haine violente, raciste et agressive, contre "les Juifs et l'Occident".

Ce faisant, leur projet n'est pas douteux : il est, là aussi, de **faire table rase des cultures des autres**. Non seulement, en effet, l'intégrisme islamiste veut la mort de la culture occidentale, mais - saisi par le vertige de l'Un - il cherche également à éradiquer la diversité des cultures musulmanes. Dans un monde musulman marqué par l'extrême diversité et la richesse de ses cultures - de celles du Maghreb, à celle de l'Indonésie, en passant par celles de l'Afrique noire, du Moyen-Orient, de la Turquie, de l'Iran, de l'Asie centrale et du sous-continent indopakistanaï - il veut imposer, sans reculer devant les moyens, une seule loi. La sienne, et non pas celle d'un Islam vécu et pensé depuis des siècles à travers le foisonnement pluriel de ses appartenances culturelles.

Or c'est dans cette double tendance, symétrique, présente en Occident et en Islam, que réside l'un des dangers majeurs du monde actuel. Car vouloir éradiquer la diversité humaine au nom de l'Un risque de conduire à la confrontation générale, à **la multiplication des guerres des religions et des cultures**.

L'intégrisme islamiste n'est pas sans influence, on le sait bien, en France (et dans toute l'Europe). Il se nourrit de l'écho des guerres du Moyen-Orient auprès de jeunes qui, issus de l'immigration, ont les plus grandes difficultés à trouver leur place, à exister, dans une société qui leur est fermée. Une société incapable de fournir du travail à chacun ; une société, aussi, encore enfermée dans les non-dits des guerres coloniales, et fort peu soucieuse d'un quelconque effort pour normaliser la pratique du culte musulman, privé de cimetières et souvent réduit à la quasi-clandestinité de caves et de garages en place de mosquées. Une société, enfin, qui pratique sur une large échelle le double langage : d'un côté l'affirmation, presque incantatoire, des "Droits de l'Homme", de l'autre la marginalisation de fait des "quartiers difficiles" et les discriminations racistes au quotidien.

Le foulard, un conflit de cultures

On pensera peut-être que tout cela est "hors sujet", et que je perds de vue le foulard. Il n'en est rien. Mais il est nécessaire de replacer la question dans son contexte pour tenter de la comprendre, dans sa complexité. Car c'est bien parce que l'intégrisme islamiste constitue un danger grave, qu'il faut à la fois en prendre la mesure pour le combattre, **et ne pas céder à la panique** en mélangeant tout. La distinction entre l'intégrisme et l'Islam - la religion et les cultures des Musulmans - **ne doit pas être une formule purement rhétorique**. Elle nous engage, au contraire, et nous oblige à essayer de penser la situation avec rigueur.

Le premier aspect sur lequel on doit, à mon avis, s'interroger est la violence des réactions déclenchées par le foulard. Cette violence s'explique d'abord, me semble-t-il, par le fait que le foulard rend visible, au sens propre, la présence en France d'autres cultures - en l'occurrence turco et arabo-islamiques - différentes de la culture majoritaire. Il rend visible la présence de personnes qui vivent et pensent, sur certaines questions essentielles, autrement que ne le font la majorité d'entre nous. Le foulard rend visible, alors que ça nous arrange de **ne pas voir**. Dans la droite ligne de cette position, on est évidemment conduit à imaginer qu'un règlement intérieur ou/et une loi, en interdisant le foulard, supprimerait du même coup le problème. Il en va de même des projets d'uniformes scolaires,

agités actuellement. Il s'agit de tout faire pour se rassurer, au moindre coût espère-t-on. Mais peut-on croire un instant que, parce que les différences ne seront plus visibles, le problème sera résolu ? En fait, ce déni des différences ne peut avoir que le résultat exactement inverse. Le problème, parce qu'il est dénié, va revenir en boomerang, avec une violence cette fois incontrôlable.

En réalité, pourquoi certains d'entre nous sont-ils choqués par la présence de jeunes filles portant foulards ? J'espère ne pas déformer la position de ces collègues en pointant deux aspects :

- 1) la présence du foulard, en tant que manifestation d'une appartenance religieuse, est considérée comme faisant effraction dans l'espace scolaire laïque, c'est-à-dire neutre en matière de religion ;
- 2) le foulard est vu comme signe de la subordination de la femme à l'homme, comme un outrage à la dignité des femmes.

En considérant les choses de cette façon, nos collègues vivent donc la présence du foulard comme une atteinte à notre propre culture, à ses valeurs de laïcité et d'égalité des sexes notamment.

Mais avant de proclamer qu'il s'agit là d'une menace essentielle contre laquelle il faut s'organiser en ordre de bataille, peut-être devrait-on prendre le temps d'examiner ce que signifie le foulard dans le contexte d'une culture qui est, effectivement, autre. Or pour cela, sur ces questions, il nous faut faire l'effort d'échapper aux schémas ethnocentriques qui nous habitent, souvent à notre insu.

Serge Cospérec a très bien montré dans son texte que le sens que nous attribuons au foulard, en y voyant le signe de l'oppression féminine, n'est pas du tout perçu dans ces termes par les lycéennes qui le portent. Pour elles, il est avant tout la manifestation de leur conviction religieuse, et la marque de la pudeur qu'implique celle-ci. Mais il peut aussi signifier, comme il le note, "la résistance aux formes occidentales de l'aliénation des femmes" (p.5) qui résultent de la marchandisation du corps féminin. De fait, une vision européocentriste de la question de l'émancipation féminine peut conduire à des contresens graves. Dans les pays musulmans, le **voile imposé**, comme en Iran, est certes une oppression des femmes, qui doit être combattue avec force. Mais l'on ne peut ignorer que le "**voile revendiqué**", en Egypte ou en Turquie par exemple, prend une autre signification. Celle d'une lutte complexe, et pour nous paradoxale, où le voile permet l'accès à l'espace public et à l'autonomie financière, et dans la foulée toute une renégociation du statut de la femme, en rupture tant avec l'ordre patriarcal qu'avec ce qui est perçu comme des échecs du féminisme occidental¹. En France aussi le "voile revendiqué" vient prendre de cours toute schématisation simpliste. En affichant leur appartenance religieuse, beaucoup de ces jeunes filles veulent affirmer leur identité de **Françaises**

¹ Fawzia ZOUARI, *Le Voile islamique, histoire et actualité, du Coran à l'affaire du foulard*, Lausanne, Favre, 2002, p. 62-71. L'auteure, Tunisienne, parle à propos de cette lutte des femmes refusant le modèle occidental, de "l'échec du féminisme à taille unique". Voir aussi le livre d'une sociologue turque, Nilüfer GÖLE, *Musulmanes et modernes*, La Découverte, 1993, 2003.

musulmanes. Des parcours, qui peuvent nous sembler d'abord étonnants, les conduisent en effet à refuser d'exister seulement comme des "enfants d'immigrés", déchirées entre des fidélités contradictoires envers la patrie d'origine de leur famille et une France qui les marginalise. L'affirmation visible de leur appartenance à l'Islam – de ce qu'elles vivent comme un accès direct à Dieu – leur apparaît comme la solution des contradictions dans lesquelles les plongent les exigences opposées de la tradition et de la modernité. Leurs foulards, attestant de leur pratique religieuse, constituent ainsi des "signes d'intégration (qui) sont paradoxalement perçus comme des signes d'un refus de l'intégration, un refus de la République".

En ce qui concerne la religion elle-même, nous ne sommes pas à l'abri non plus de réflexes européocentristes. Nous vivons dans une Europe où le lien social n'est plus fondé sur la religion, et où la religion majoritaire présente elle-même des caractères particuliers. Le Christianisme s'inscrit en effet aujourd'hui dans une culture occidentale profondément sécularisée et très individualiste, qu'il a d'ailleurs largement contribué à façonner sur ce mode. Il est ainsi devenu, à la suite d'une longue évolution, une religion du "for intérieur", ne relevant que de la sphère de l'intime, et qui a fini par s'accommoder de pratiques presque purement individuelles. En témoigne, par exemple, le fait que l'espace public n'est plus guère traversé de processions, encore fréquentes au début du 20^{ème} siècle, ni de défilés de Premiers Communiant habituels jusqu'aux années 1960.

Cette spécificité de l'évolution historique du Christianisme, si elle n'est pas repérée comme telle, prépare mal à comprendre qu'il en va différemment d'autres religions, et notamment de l'Islam. Dans les cultures islamiques, la religion et ses rites sont partie intégrante de la construction du lien social. Leur dimension collective est prégnante. De sorte que l'appartenance religieuse est aussi **signe identitaire**, marquant l'appartenance de l'individu à sa communauté culturelle propre.

Appartenance communautaire, ou communautarisme

Ce sont ces différences culturelles, que révèle le foulard, qu'il faut garder en tête si l'on ne veut pas risquer de durcir encore une situation déjà tendue. Il est assez évident, en effet, que les Musulmans, installés dans une Europe sécularisée, se trouvent engagés, par là même, dans un processus de transformation de leurs propres pratiques. Mais leur présence parmi nous est encore récente, et ce processus ne fait que s'amorcer. Or les conditions dans lesquelles il se déroule sont loin d'être faciles. Quand en période de chômage massif, le déni des appartenances d'origine et les discriminations racistes viennent s'ajouter aux discriminations sociales, il est difficiles, pour toute la jeunesse issue de l'immigration extra-européenne, de trouver sa place dans la société. Cela est vrai pour tous, qu'ils soient ou non musulmans. Mais pour ces derniers, se rajoute une islamophobie rampante, issue de la colonisation et de la guerre d'Algérie, et entretenue par une extrême-droite dont l'audience est loin d'être nulle.

² Dounia BOUZAR, interview dans *Regards*, mai 2003, p. 94. Dounia Bouzar a écrit, avec Saïda KADA, *L'une voilée, l'autre pas*, Albin Michel, 2003.

C'est sur ce terrain que prospère la petite minorité d'intégristes convaincus. Le risque n'est évidemment pas qu'ils prennent le pouvoir en France. Le fantasme de la Charia se substituant, demain ou après demain, à la loi de la République relève de la propagande grossière du Front national. Mais le danger, réel et grave, est qu'ils enrayent ce lent mouvement d'adaptation des Musulmans de France. Il est qu'en utilisant le climat actuel de dévalorisation et de discrimination, et en instrumentalisant la religion musulmane, ils réussissent à développer un communautarisme véritable.

Sur ce point, il est important de garder aux mots leur sens exact. **Le sentiment et les manifestations d'une appartenance communautaire ne relèvent pas du communautarisme.** Mais s'ils se heurtent à un mur d'incompréhension et de stigmatisation, ils peuvent évidemment **se muer en communautarisme** ; au sens précis du terme : celui du repli de chacun sur son groupe d'origine, un groupe barricadé sur lui-même, brandissant le drapeau de sa propre identité, religieuse ou ethnique, portée à l'absolu, pour tenter de justifier son agressivité et son racisme envers les autres communautés. Cette hostilité ne peut que faire surgir, en face, d'autres communautarismes, et déclencher finalement **une guerre civile, plus ou moins larvée, entre les communautés de ce pays.**

Des **tendances** communautaristes diverses sont certes déjà à l'œuvre dans notre société. Et c'est pourquoi il est urgent de les désamorcer. Sinon il est clair que c'est le communautarisme "blanc" du Front national, parce qu'il est le plus puissant, qui peut se trouver un jour en position de remporter la mise - les élections présidentielles ont suffisamment montré qu'il ne s'agit pas d'une pure utopie. C'est là qu'est le véritable danger de l'intégrisme et du communautarisme qu'il prêche.

Laïcité, ou intégrisme laïque ?

Comment, dans ces conditions, enrayer la montée de l'intégrisme islamiste ? Les réponses ne sont pas simples, puisque c'est l'ensemble du fonctionnement social et politique qui est en jeu, et notamment la capacité de la société à construire un vivre-ensemble acceptable pour tous. C'est à ce niveau que la réflexion sur la laïcité s'impose, puisque la recherche d'un tel vivre-ensemble était déjà l'un des ressorts de sa mise en place dans les années 1880-1905.

En proclamant la neutralité religieuse de l'École puis de l'État, les républicains de l'époque voulaient avant tout briser la puissance politique d'une Église catholique qui s'était opposée à la République et qui lui restait hostile. Mais il leur fallait également assurer la coexistence de citoyens de cultures différentes : des Catholiques, majoritaires, des Protestants et des Juifs dont la présence avait suscité dans le passé des violences graves, - mais aussi des "libres-penseurs" et des athées dont le nombre augmentait, et qui entendaient réduire l'influence non seulement du clergé mais des religions elles-mêmes. Les difficultés n'ont donc pas manqué pour élaborer les lois laïques. Et leurs auteurs ont dû faire preuve d'un pragmatisme certain pour trouver un équilibre entre la neutralité de l'État d'un côté, et de l'autre le principe de la liberté de conscience et de culte, inhérent à la démocratie. L'énoncé de ce principe constitue d'ailleurs l'article premier de la loi de Séparation des Églises et de l'État de 1905. Leur objectif était d'établir **la paix religieuse**, et ils ont su trouver les compromis et l'esprit

d'ouverture qui permettaient son application effective. Il faut remarquer de plus que si la loi de 1905 proclame l'indépendance du politique par rapport au religieux, **elle ne prétend pas éradiquer celui-ci de la société**. Les aumôneries, par exemple, sont autorisées pour permettre l'exercice du culte aux personnes empêchées de se rendre dans un édifice religieux (internat des lycées, asiles, prisons, armées). De même, les processions ne sont pas interdites mais réglementées par les maires, et en cas d'interdiction entraînant un recours en justice pour excès de pouvoir, la plupart de leurs arrêtés ont été cassés par les tribunaux (en 1938, sur 139 recours, 136 arrêtés ont été cassés). Ce qui témoigne de la volonté des juridictions françaises, à l'époque déjà comme aujourd'hui, de garantir la liberté de conscience et de culte.

Cette laïcité "à la française" a fait ses preuves. L'Église catholique elle-même, après une phase de très vive opposition, s'y est ralliée. Elle est donc désormais profondément enracinée dans la culture de ce pays. Et pourtant, on nous répète à satiété que la laïcité est aujourd'hui menacée. Mais par qui, exactement ? Voit-on un quelconque pouvoir religieux, en France, cherchant à imposer son monopole sur l'État et sur l'École pour les faire servir à l'affirmation de sa puissance politique ? Que *certaines* jeunes filles (et pas toutes) portant foulard subissent l'influence d'imams intégristes est certainement une réalité. Mais croit-on les intégristes assez naïfs pour s'imaginer faire "tomber" l'École avec des foulards ? On nous répondra que ce n'est qu'un premier pas, et qu'après... Et après, précisément, que redoute-t-on au juste ? Nul n'ignore que les actes de prosélytisme, la perturbation systématique de cours dans ce but, ou le refus d'assister à certains cours sont passibles de renvois.

Par contre, n'est-ce pas justement le rôle de l'École laïque d'accueillir des enfants de toutes origines – sociales, ethniques et culturelles – de leur permettre de s'ouvrir aux autres, parce qu'ils auront appris à connaître et à respecter des façons différentes d'exister comme êtres humains ? N'est-ce pas son rôle de leur permettre d'accéder à des savoirs, de faire l'apprentissage du doute, de la réflexion et de l'esprit critique, dont on peut espérer qu'ils les prémuniront contre les fanatismes, quels qu'ils soient ? C'est dans ce cadre, parce qu'il est ouvert aux échanges, que chacun de ces jeunes, partagé entre ses traditions familiales et la modernité, **peut envisager des compromis et des mélanges, et construire peu à peu sa propre solution** ; en évitant ainsi de basculer dans le simplisme dévastateur des pseudo solutions "clef en main" que prône l'intégrisme.

Encore faut-il que ces enfants soient **dans l'École, qu'on ne leur en ait pas barré l'entrée !**

3 Le rapporteur de la loi, Aristide Briand, lui-même libre-penseur, déclarait lors du débat parlementaire : "J'ai l'horreur de la guerre religieuse (...) Il y aurait danger à donner à l'Église prétexte à déchaîner contre la République les passions religieuses". Cité dans Jacqueline LALOUETTE, *La Libre pensée en France, 1848-1940*, Albin Michel, 1997, p. 267. Le même ouvrage (p. 303) montre que les artisans de la laïcité surent prendre le temps de convaincre : la laïcisation des locaux scolaires, prescrite en 1882, était encore loin d'être entièrement appliquée en 1905.

4 Jean BOUSSINESQ, *La Laïcité française*, Points Seuil, 1994, p. 37.

En fait, à constater certaines pratiques – dont on ne semble pas mesurer la violence morale à l'encontre des élèves concernées - et à écouter certains discours, il semble bien que l'un des dangers majeurs qui menace la laïcité vienne de ses propres rangs. Car des collègues en développent **une interprétation qui la dénature. Ils sont en train de la transformer en un véritable intégrisme laïque.**

L'égalité de considération et de traitement que nous devons à chaque élève n'implique pas l'uniformité, le refus de reconnaître chacun d'entre eux dans ses spécificités. La laïcité ne peut signifier que l'École ait pour tâche d'éradiquer les différences. Elle doit plutôt viser à ce que, dans le respect de ces différences, à travers le développement de chaque jeune, puisse se construire une collectivité sociale fondée sur les valeurs communes de la démocratie, où chacun trouve sa place.

De même, faire de la laïcité un instrument de lutte contre les appartenances religieuses est contraire à son esprit même. La neutralité religieuse de l'École n'a pas à servir de paravent pour un athéisme militant. L'enseignement doit certes élargir l'horizon de chaque élève, l'inciter au questionnement, à la réflexion et lui apprendre à en manier les outils. Mais le respect des convictions de chacun est un impératif. L'École n'a pas mission de convertir. Peut-être faut-il rappeler qu'au 19^{ème} siècle ont fleuri, en même temps que le scientisme, des conceptions évolutionnistes du progrès de l'humanité, où le triomphe de la Raison, en Occident, marquait l'aboutissement suprême de celle-ci – tandis que la magie, la superstition et la religion étaient considérées comme des stades infantiles, à jamais dépassés, de l'espèce humaine. Au même moment, la colonisation se fixait comme objectif d'apporter "**la civilisation**" à des peuples d'Afrique et d'Asie perçus au mieux comme des "peuples-enfants", plus fréquemment comme des "sauvages". Il s'agissait de les convertir, pour leur bien évidemment, au règne de la Raison. Est-on sûr qu'il ne reste rien de ce lourd héritage dans certaines des conceptions et des pratiques qui se réclament aujourd'hui de la laïcité ?

En réalité, le danger est très grave, si l'École devient le lieu d'une vérité unique, au nom de laquelle on exclut. On voit mal en effet ce qui distinguera la laïcité ainsi caricaturée de l'intégrisme agressif qu'elle prétend combattre.

La laïcité face à de nouveaux défis

La guerre contre le foulard est une "sale guerre", dans laquelle la laïcité ne peut que perdre son âme. Toute mesure d'interdiction **totale** sera comprise pour ce qu'elle est, une discrimination à l'encontre de l'Islam. Et elle sera abondamment utilisée à leur profit par les intégristes islamistes, en quête de "martyrs". On se trompe de terrain, et d'objectif. Ce n'est pas le foulard qui menace la laïcité. Le problème est ailleurs. Ce que beaucoup d'entre nous perçoivent comme une menace, ce sont les nouveaux défis auxquels la laïcité est confrontée. Ces défis, ce sont ceux que nous avons évoqués. La présence dans le pays de communautés culturelles nouvelles, que nous connaissons en général mal. Celle des jeunes Français qui en sont issus, dont l'avenir professionnel est bouché, et qui, faute d'être reconnus, font savoir bruyamment qu'ils existent. Ne supportant plus d'être "transparents" dans l'espace social, ils l'investissent autrement : par des "incivilités", des trafics en tous genres, la violence,

et notamment vis-à-vis des jeunes filles, – ou en devenant intégristes (les témoignages biographiques ne sont pas rares, qui soulignent ce passage de la petite délinquance à l'intégrisme le plus extrême).

Ces problèmes que l'École affronte en première ligne, et qu'elle est censée résoudre par elle-même, ce sont en fait ceux de la société. Ceux qui résultent, en particulier, d'une politique d' "**intégration**", sur laquelle il faudrait s'interroger. Car à considérer l'individu isolé, coupé de ses appartenances communautaires qu'on ne veut pas connaître, n'est-ce pas un projet d'**assimilation** que l'on nourrit, alors que le jeune qui s'y plie se verra quand même marginalisé, à chaque moment de sa vie sociale, par son patronyme, son prénom, sa couleur de peau, ou le nom de sa cité ?

C'est là le défi actuel auquel doit faire face la laïcité : **la neutralité religieuse et politique de l'École doit permettre que les jeunes de toutes origines soient reconnus dans leur être propre, dans la spécificité de leurs attaches culturelles familiales, afin que l'espace scolaire soit le creuset d'un véritable vivre-ensemble.** Un espace de rencontres, ouvert, où chacun puisse se construire pleinement. Dans cette perspective, garantir que l'École est neutre, ce n'est pas vouloir l'aseptiser. Il est illusoire de penser qu'elle est une sphère isolée, "pure", préservée des problèmes de la société et du monde. Sa neutralité signifie, par contre, que ces problèmes doivent être abordés sereinement, selon les modalités spécifiques et exigeantes qui sont celles de l'enseignement laïque. C'est par là que l'École peut espérer contribuer à enrayer la montée des communautarismes.

Bien des choses seraient à modifier, dans cette optique. A commencer par **la formation des enseignants, et le contenu des programmes.** Il est évidemment anormal que, en tant qu'enseignants, nous ne soyons pas préparés à affronter ces questions nouvelles qui naissent de la diversité d'origine culturelle de nos élèves. Comment éviter des maladresses majeures, au retentissement grave pour les jeunes, alors que nous ignorons pratiquement tout de leurs cultures familiales ? De plus, il est clair qu'une réflexion approfondie sur la laïcité et sa mise en œuvre aujourd'hui nous serait indispensable. Quant aux programmes, dans les matières autres que les sciences "dures", leur refonte est nécessaire si l'on veut rompre avec l'eurocentrisme qui les caractérise actuellement. Le projet d'introduction de l'histoire du fait religieux est important, mais il ne suffit pas. Est-il normal que l'histoire des Africains n'apparaisse, au lycée, qu'à l'occasion d'un "survol" très rapide de la colonisation et de la décolonisation, ou que celle des Turcs soit inexistante ? Cette refonte est certainement délicate car il ne s'agit pas d'aggraver encore le schématisme encyclopédique qui prévaut. Mais elle est indispensable pour que, une part équitable étant faite aux civilisations extra-européennes, tous les jeunes acquièrent les points de repère nécessaires pour se situer. Elle est indispensable, aussi, pour ceux d'entre eux qui sont issus de l'immigration. Parce que ce n'est qu'en ayant accès au passé où s'enracine leur identité familiale qu'ils pourront combiner fidélité et liberté à son égard.

Plutôt que de rester crispés sur cette affaire de foulard qui nous oppose, il vaudrait sans doute mieux nous interroger ensemble sur ces questions si décisives pour l'avenir.

